

Intervention du président Charles Michel après sa rencontre avec le président chypriote Nicos Anastasiades à Nicosie



Monsieur le président, mon cher Nicos, c'est un plaisir particulier pour moi d'être chez toi, dans ton pays, à Chypre. Merci pour l'accueil qui m'est donné. Merci pour l'occasion qui m'est donnée dans le détail d'échanger sur des sujets qui sont extrêmement importants pour Chypre, et extrêmement important pour l'Union européenne.

J'ai un plaisir particulier parce que, pour ce qui me concerne, cela fait un peu plus de cinq ans que je siége au Conseil européen, toi un peu plus longtemps encore, et j'ai eu l'occasion tout au long de ces cinq dernières années de développer avec toi une relation de confiance qui fait profiter au Conseil européen de ton expérience politique. Et pour cela aussi, je veux te dire ma gratitude et le plaisir que nous avons à travailler ensemble.

Comme nous l'avons encore fait il y a quelques semaines, au mois de juillet avec toi, mais aussi avec d'autres collègues, quand il s'est agi, dans le cadre de cette crise qui frappe le monde, le COVID-19, de prendre des mesures européennes fortes et fermes afin de soutenir un projet commun de relance économique. 1800 milliards d'euros qui ont été mobilisés dans le cadre du budget européen, dans le cadre de ce fond exceptionnel de relance fondé sur la transition climatique et sur la transition digitale. Je sais qu'il y a encore beaucoup de travail. Nous allons ensemble continuer à faire en sorte que l'Union européenne puisse faire face aux différents défis auxquels nous sommes confrontés. C'est un premier point.

Deuxième point: l'Union européenne est un projet politique inédit, unique dans l'histoire, fondé sur des valeurs communes, des valeurs de dignité, des valeurs de respect, et fondé aussi sur une conviction très forte, que tu as relevée également: la conviction que nous avons besoin pour relever les défis globaux d'un ordre mondial fondé sur des règles, fondé sur l'État de droit, fondé sur des principes qui permettent la confiance sur le plan international. Je voudrais d'emblée dire très nettement, très clairement, la solidarité de l'Union européenne vis-à-vis de Chypre, qui fait face à des préoccupations très sérieuses, très graves.

Et nous avons effectivement suivi, y compris ces dernières semaines, ces derniers mois, les développements préoccupants, inquiétants, en Méditerranée orientale et c'est la raison pour laquelle nous considérons que ce sujet-là n'est pas simplement un sujet qui concernerait Chypre ou la Grèce. C'est bien un sujet qui concerne directement les intérêts de l'Union européenne. Mais c'est pour cela qu'ensemble, nous avons décidé de convoquer un sommet qui aura lieu le 24 et le 25 septembre à Bruxelles et qui sera l'occasion d'avoir

au plus haut niveau de l'Union européenne, les 27 chefs d'Etat et de gouvernement ensemble, un débat stratégique sur la relation que nous voulons envisager dans cette partie de la Méditerranée, y compris avec la Turquie.

Je pense que nous devons effectivement être très fermes, quand il s'agit de défendre les intérêts de tous les États membres, y compris les intérêts de Chypre naturellement. Très fermes quand il s'agit de défendre les intérêts de l'Union européenne, parce que ce sont des intérêts inspirés par les valeurs qui nous rassemblent. Et dans le même temps, je pense que c'est aussi utile d'identifier quels sont les points d'agenda que l'on peut considérer au travers de dialogues qui sont indispensables pour tenter d'engranger des progrès en termes de désescalade, et de rencontrer ce qui doit être notre objectif commun: faire respecter les principes de droit international et faire respecter aussi plus de stabilité, plus de sécurité, ce qui doit être une priorité partagée par chacun d'entre nous.

Donc au Conseil européen nous aurons ce débat stratégique et c'est pour cela que je souhaitais consulter, avant cette réunion qui sera importante, l'ensemble des États membres. Et spécialement avoir cette réunion de travail intense que nous avons eue avec toi, avec l'ensemble des équipes diplomatiques qui t'entourent, pour voir de quelle manière, dans les prochains jours, les prochaines semaines, mais aussi dans le plus long terme, nous pouvons agir dans l'unité sur le plan européen pour promouvoir ces valeurs, pour défendre ses intérêts. Et pour que cette solidarité exprimée par l'Union européenne ne soit pas simplement au travers du vocabulaire, au travers du langage, mais le soit aussi au travers d'actes qui puissent être posés de manière intelligente, habile, efficace pour faire progresser les convergences d'intérêts qui nous unissent et qui nous rassemblent.

Nous avons aussi eu l'occasion d'aborder la question de la migration. C'est un challenge pour l'Union européenne, c'est aussi un sujet dans l'ensemble du monde. J'étais hier, avant de te rejoindre, à Lesbos où, on le sait, nous avons été confrontés à de grandes difficultés. La Commission européenne présentera dans quelques jours probablement des nouvelles propositions pour un pacte migratoire et nous aurons l'occasion, je l'espère, de continuer un travail étroit de coopération et de dialogue politique entre les États membres pour voir de quelle manière on peut être plus efficaces et on peut mieux soutenir l'ensemble des pays, y compris ceux, comme c'est le cas ici, qui sont en première ligne, pour lesquels une solidarité européenne doit être effective, doit être réelle avec une ambition d'efficacité. Et dans ce cadre-là, nous savons le lien entre ce sujet-là et les sujets précédents que l'on vient d'évoquer, avec l'importance de la question des réadmissions, la question des retours pour lesquelles il y a des contraintes auxquelles nous sommes confrontés, que l'on doit essayer de surmonter également.

Voilà les quelques éléments que je voulais indiquer. Tu peux compter en tout cas sur moi personnellement, mais j'en suis convaincu, aussi sur les collègues du Conseil européen pour tenter dans les prochaines semaines de travailler très, très intensément pour pouvoir délivrer, je l'espère, des messages clairs, des messages fermes. Tenter de progresser en direction des intérêts que l'on partage. Et pour soutenir aussi tous les efforts qui seront faits dans le cadre, je l'espère, d'une relance des processus au sein des

Nations unies ou dans le cadre des Nations unies, comme nous l'avons évoqué. Je pense que l'Union européenne doit être prête à être plus encore engagée en soutien aux efforts que vous allez porter pour progresser sur ce sujet. Voilà quelques éléments que je voulais indiquer. Merci encore pour cette occasion de te rencontrer et d'être ici.

Je suis très heureux de te revoir dans peu de temps à Bruxelles, au travail, les manches retroussées et, je l'espère, en réussissant à donner un message européen uni, ferme, clair, précis, qui puisse nous permettre de montrer le soutien et la solidarité, pas seulement avec du langage, mais avec un certain nombre de positions qui ont un impact efficace pour faire avancer dans la bonne direction. Merci.